



Ville de Vernon
EN NORMANDIE

Direction de l'aménagement Urbain

Place Barette - BP 903 - 27207 Vernon cedex

Tél : 0800027200

Dossier suivi par : FORTIER Eric

Email : ctm@vernon27.fr

Arrêté n° 0803/2022

Interdiction de stationner et restriction de circulation (TX)-rue des Vignes-le 16 et 17 août 2022

Le Maire de la Commune de VERNON,

Vu l'article L2213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles R 417-11§ II 5ème et 10ème et IV et V, R 411-25§III du Code de la Route,
Vu le règlement de voirie communale,
Vu le procès-verbal d'élection du Maire et des adjoints en date du 23 mai 2020,
Vu l'arrêté n°755/2021 du 24 septembre 2021 portant délégation de signature à Jean-Luc DELUGAN.

Considérant la demande de l'entreprise GLJ SARL sis rue de Metreville, 27600 AILLY
Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de sécurité qui s'imposent,
Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,

ARRETE

Article 1 : le stationnement sera interdit, considéré comme gênant et la mise en fourrière aux frais des propriétaires sera demandée sur l'emprise du chantier au droit du n°17 rue des Vignes le mardi 16 et le mercredi 17 août 2022

Article 2 : la circulation sera alternée par et régulé par des agents de l'entreprise sur la rue des Vignes le mardi 16 et le mercredi 17 août 2022

Article 3 : la signalisation règlementaire sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée des travaux.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services Techniques, Monsieur le Commandant de Police et tous agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vernon, le 11 août 2022



Conformément au code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Rouen peut être saisi par voie de recours formé contre le présent acte pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa publication. Dans ce même délai, il peut également faire l'objet d'un recours gracieux adressé à son auteur ; cette démarche prolonge alors le délai de recours contentieux qui peut ensuite être introduit auprès du Tribunal Administratif dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).